



MERCREDI 14 NOVEMBRE 2018 N° 9238 - 1,80 € www.present.fr

**Accord France-FaceBook**

# Le flicage c'est maintenant !

*Pour lutter contre les dérives haineuses sur les réseaux sociaux, Macron s'est associé à Zuckerberg et mis en place des « régulateurs ». Bienvenue dans le monde de la censure. Pour notre bien, évidemment.*

**Page 2**

**Varsovie**  
Enorme succès  
de la Marche  
patriotique

**P3**

**Le Bilan  
de  
Hollande**

**P6**

**Journée de la Dissidence**  
Entretien avec  
Jean-Yves Le Gallou

**P8**

## ACCORD MACRON-FACEBOOK

# Nous protéger ? Nous fliquer,

Lutter contre la haine, contre la violence dans le cyberspace ? Qui pourrait s'y opposer ? Dans l'absolu, personne, bien entendu. Mais derrière cette noble cause, s'élabore un projet totalitaire de contrôle de l'information, et aussi de contrôle de nos propos, de nos pensées. Il s'appelle : « Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace ».

■ Francis Bergeron  
francis-bergeron@present.fr

TOUT A COMMENCÉ au début de l'année 2018, de l'autre côté du Rhin. Pour « lutter contre les extrémistes », et en fait surtout contre les succès électoraux annoncés de l'AFD, l'Allemagne de Merkel a décidé d'infliger de très lourdes amendes aux réseaux sociaux qui ne supprimeraient pas rapidement des messages à « contenus violents ou racistes ». Il était impossible d'imaginer loi plus stupide. C'est un peu comme si la Poste ou les compagnies téléphoniques se trouvaient mises à l'amende au motif que quelqu'un enverrait des lettres de menace ou passerait des appels téléphoniques inappropriés. Cette loi était quasiment inapplicable. Comment surveiller, contrôler, censurer, couper des contenus qui sont partagés, au niveau mondial, par plus de deux milliards d'utilisateurs ? Cette complexité, cette extraordinaire abondance d'échanges sur la toile interdit de telles surveillances. Bien plus, en censurant les échanges à partir de mots-clés, les plateformes courent le risque de provoquer d'innombrables interruptions de sites sans rapport avec les sujets que l'on prétend combattre.

bles interruptions de sites sans rapport avec les sujets que l'on prétend combattre.

Prenez le racisme : si un dispositif de censure entend le combattre en identifiant et censurant les textes comportant le mot « nazisme », la Licra... peut fermer boutique !

## Une police de l'information, les « régulateurs »

C'est pour éviter une loi à l'allemande que Macron et Facebook ont pris langue, et s'acheminent vers la mise en place d'une police de l'information mixte fonctionnaires-informaticiens. On les appellera les « régulateurs ». Pour l'heure ils ne sont qu'une dizaine : 50 % de salariés de Facebook, et 50 % de fonctionnaires (ingénieurs et juristes). On a bien compris que, conformément aux dis-

cours de Macron de dimanche après-midi et lundi à La Villette, les « régulateurs » vont faire la chasse aux « contenus racistes, antisémites, homophobes ou sexistes ». Qui va définir ce qu'est un tel contenu ? Les « régulateurs » eux-mêmes. Ces « régulateurs » auront accès à tout. Ils

n'auront pas de pouvoir de réquisition, mais dans les faits, cette collaboration est grosse de toutes les violations du secret de la correspondance. La « méthode coopérative », validée par Macron, per-



■ Caroline Parmentier  
caroline.parmetier@present.fr

JEAN-MICHEL BLANQUER a tout de suite fortement déplu aux pédagogistes en offrant La Fontaine aux enfants et en déclarant : « Je suis dans un tra-

vail d'organisation de l'Éducation nationale pour que tous les enfants sachent lire, écrire, compter et respecter autrui à la sortie de l'école primaire. » Le dire était une chose, redresser le mammoth en est une autre.

Blanquer l'avait annoncé : environ 2 000 postes d'enseignants vont être supprimés

## De quoi se plaignent les

(non renouvelés) dans son ministère en 2019 conformément aux coupes que réclame Edouard Philippe et aux promesses de Macron : 5 000 postes de fonctionnaires de moins en un an (seuls ministères épargnés, l'Intérieur et la Justice). L'enseignement scolaire qui constitue près de la moitié des effectifs de la fonction publique, prend les restrictions de plein fouet.

Un numéro d'équilibriste pour Jean-Michel Blanquer alors que le gouvernement assure régulièrement que l'éducation est « la première priorité budgétaire » et qu'il entend « mettre le paquet à l'école primaire ». Le ministre a annoncé qu'afin de compenser cette baisse, les chefs d'établissement pourront imposer plus d'heures supplémentaires aux enseignants : « Le volume d'enseignement sera évidemment maintenu à travers le recours aux heures supplémentaires. De plus, les heures supplémentaires seront exonérées de cotisations salariales, donc plus rémunératrices pour les professeurs. »

Faire d'avantage d'heures – ce qui est le lot commun de toutes les entreprises privées – c'est quelque chose que ne veulent pas entendre certains professeurs de la fonction publique qui ont la sécurité de l'emploi à vie et parmi lesquels règnent déjà la démotivation et l'absentéisme ainsi que la plupart des syndicats qui se sont mis en grève lundi. Un mouvement relativement peu suivi, sauf dans les collèges.

« On ne peut pas fonder une politique sur les créations de postes » explique Blanquer. « Le quinquennat Hollande montre que ce n'est pas une condition de réussite. Il n'y a jamais eu de corrélation entre créations de postes d'enseignant et augmentation du niveau des élèves. Les vrais sujets sont ailleurs et nous avons commencé à les traiter. » La vérité est ailleurs en effet.

Ainsi que le rappelle à tout bout de champ Emmanuel Macron et encore lors des commémorations de 14-18, le nationalisme est une lèpre qui s'étend

# plutôt !

mettra de lutter contre ces mots qui doivent être interdits de toile, en agissant sur les procédures à mettre en place dans les réseaux sociaux, pour identifier et filtrer les « propos haineux, racistes etc. ». On a bien compris que, démarrant à dix, ils pourraient se retrouver cent ou mille d'ici à quelques mois. Il est quasiment impossible de travailler sur les contenus haineux eux-mêmes, « qui sont très difficiles à caractériser légalement », note ingénument la presse de gauche. Les « régulateurs » arbitreront, mais en dehors de toute décision de justice.

Vous êtes opposé à l'ordination de femmes dans l'église ? « Sexisme », pourront dire les « régulateurs », et hop ! votre messagerie disparaîtra. Vous affichez du matériel de propagande pour « la Manif pour tous » ? « Homophobie » ! Et hop, plus de site ! Etc. La mise en place d'une telle « brigade de la pensée unique » est une première, la plus incroyable des menaces contre nos libertés.

Pour lutter contre les messages téléphoniques supposés inadaptés, nos ancêtres n'avaient pas imaginé mettre en place des écoutes téléphoniques mondialisées. Mais dans le domaine d'internet, c'est bien l'équivalent de cela qui se prépare.

# profs ?

en Europe et la France un pays d'ouverture et d'accueil. Priorité donc au financement de cette politique d'asile et d'immigration où les seuls mineurs isolés nous coûtent deux milliards par an et l'Aide médicale d'Etat aux clandestins, un milliard... Chaque migrant adulte reçoit 340,50 euros par mois (s'il n'est pas accueilli dans un centre d'hébergement) ou entre 91 et 718 euros par mois (s'il est accueilli en centre) et selon la composition de son foyer familial. A cela il faut ajouter la scolarisation des enfants. Une fois le statut de réfugié obtenu, les migrants de plus de 25 ans reçoivent des prestations familiales et des aides au logement et bénéficient du revenu de solidarité active (RSA), sans condition de résidence. Une politique d'appel d'air absolument ruineuse et destructrice pour laquelle militent ouvertement la majorité des professeurs de l'Education nationale dans les écoles et auprès de leurs élèves.



**VARSOVIE**

# Énorme succès de la grande marche patriotique 2018

■ **Olivier Bault** | Correspondant permanent à Varsovie  
 olivier.bault@present.fr

**L**ES MÊMES CAUSES produisant les mêmes effets, comme cela avait déjà été le cas il y a quelques années, les efforts pour interdire cette année la Marche de l'Indépendance organisée chaque 11 novembre à Varsovie n'ont fait que gonfler encore plus cette manifestation patriotique pour le centenaire de l'indépendance recouvrée de la Pologne. C'est même cette marche qui a été le point culminant d'une journée de commémorations. La première étape le matin, c'était la messe pour la patrie célébrée par le nonce apostolique en présence du président Andrzej Duda et des représentants du gouvernement et du parlement.

L'après-midi, à la grande marche patriotique, il y avait selon la police environ 250 000 personnes contre 60 000 l'année dernière (des chiffres très probablement sous-estimés dans les deux cas), quand le chef des libéraux au Parlement européen, l'ex-Premier ministre belge Guy Verhofstadt, avait parlé de « 60 000 fascistes dans les rues de Varsovie, des néonazis, des suprémacistes blancs (...) à Varsovie, en Pologne, à environ 300 km d'Auschwitz et Birkenau ». Cela, et aussi la campagne de désinformation dans les médias occidentaux ainsi que dans les médias polonais de gauche, n'a fait qu'encourager les Polonais à venir encore plus nombreux manifester leur patriotisme cette année.

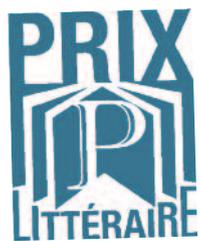
## Interdiction de la mairie

Le président Andrzej Duda et le Premier ministre Mateusz Morawiecki ont en outre habilement exploité l'interdiction de la manifestation prononcée mercredi par le maire de Varsovie (voir *Présent* de samedi) pour organiser leur propre marche. En première instance comme en appel, la justice polonaise a jugé illégale l'interdiction de la mairie, et le gouvernement conservateur du PiS a alors réussi à négocier un accord avec les organisateurs nationalistes de la Marche de l'Indépendance. Par conséquent, il y avait en fait dimanche deux marches qui se suivaient.

Les grands perdants de l'opération, ce sont les membres de l'opposition libérale radicale, « l'opposition totale » ainsi que les Polonais la surnommant, celle qui demande à Bruxelles des sanctions contre son propre pays. Ce sont les anciens présidents qui ont préféré aller commémorer le centenaire de l'indépendance recouvrée avec le maire pro-LGBT de Poznan plutôt que de répondre favorablement à l'invitation du président Duda, et ce sont encore les quelques petits groupes de contre-manifestants qui n'ont pas réussi à gêner la Marche de l'Indépendance 2018 ni à troubler les commémorations de la matinée, auxquelles ont d'ailleurs participé le maire de Varsovie et le président du Conseil européen Donald Tusk, même si ce dernier venait de comparer le pouvoir du PiS en Pologne à celui des Bolcheviques dans la Russie de la guerre d'indépendance polonaise de 1919-1921.

Il n'y a par ailleurs pas eu cette année, dans la Marche de l'Indépendance organisée par les nationalistes, de banderoles permettant de nourrir l'opération de propagande des médias gaucholibéraux. L'année dernière, un groupe d'une centaine de manifestants arborant deux banderoles évoquant une Europe blanche avait justement servi à discréditer cette grande marche patriotique, les médias hostiles ne diffusant que ces images. Cette année, ce « bloc noir », comme ils s'appellent eux-mêmes, n'était pas invité, et la police polonaise a refoulé à la frontière les membres de groupes réellement néofascistes ou néonazis. Un drapeau européen aurait cependant été brûlé pendant la marche de dimanche, et c'est le plus « grave » incident que la police ait recensé. Ce qui était frappant, et votre correspondant peut en témoigner puisqu'il y était, c'est que, malgré la foule compacte et la présence, entre autres, de groupes de jeunes nationalistes et de jeunes supporters de foot au cheveu coupé ras, et malgré l'absence totale de policiers (je n'en ai pas vu un seul sur les abords de la manifestation), la sécurité des personnes et des biens était totale. Il n'y avait aucune agressivité, y compris chez ceux qui avaient visiblement bu un coup de trop, et aucune casse n'a été constatée après le passage de ces centaines de milliers de patriotes polonais.

## Prix des Lecteurs et Amis de Présent



## Des « électeurs » d'Obertone

● Bernard C.

Mon choix s'est porté sans hésitation aucune sur *La France interdite*, de Laurent Obertone (éditions Ring) sorti fin septembre 2018 dans une indifférence

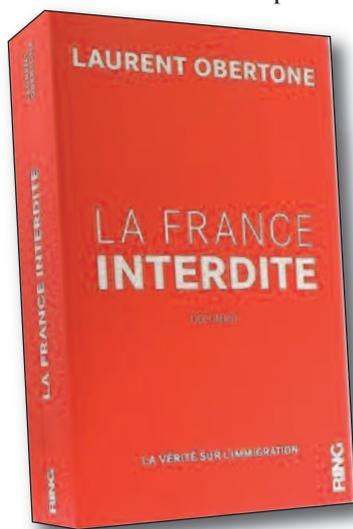
quasi-générale, si ce n'est l'hostilité larvée de la plupart des médias réputés *mainstream*. Laurent Obertone est un formidable journaliste d'investigation et essayiste dont les livres sont extrêmement bien documentés et référencés.

Cet ouvrage, qui vient après *La France Orange Mécanique* et *La France Big Brother*, décrit avec une grande précision l'abîme dans lequel nous nous enfonçons sous les coups redoublés d'une immigration incontrôlée, de la natalité galopante de populations allogènes, de la trahison de nos prétendues élites qui laissent se développer dans notre pays, la France, une violence endémique qui ne laissera bientôt plus d'autre choix à nos concitoyens que la soumission ou la mort...

● Patricia et Dave F.

Comme nous sommes un couple d'abonnés, et que nous avons fait le même choix, celui-ci comptera-t-il pour une ou pour deux voix ?

Cette année, je me suis notamment intéressé à ce qui se passe outre-Manche chez la « perfide Albion » (boutade) avec deux livres dont vous pourriez peut-être parler brièvement dans vos colonnes (Tommy Robinson *Enemy of the state* et Douglas Murray *The strange death of Europe*) car ce sont des livres courageux écrits par deux personnalités britanniques contemporaines non moins courageuses... Mais bon, le règlement stipule que l'on doit voter pour un livre français et de toute façon ces deux-là



mon épouse ne les a pas lus, ne pratiquant pas la langue de Chesterton et de C.S. Lewis...

Le dernier livre d'Eric Zemmour (*Un destin français*) nous a assez déçus, pour des raisons qu'il serait trop long d'expliquer ici et qui rejoignent partiellement celles de Danièle Masson (*Présent* du 26 octobre 2018).

La biographie d'Hélène Perroud sur Vladimir Poutine (*Un russe nommé Poutine*, voir *Présent* du 13 avril 2018) est très intéressante en cela qu'il s'agit d'un des rares ouvrages français sur le président russe qui ne fasse pas dans le « Poutine-bashing », mais nous ne voterons néanmoins pas pour cet ouvrage. Car il y a eu

aussi la dernière étude d'Obertone qui nous semble incontournable, bien que le sujet ait été abordé à foison dans nos milieux depuis 30 ans. Il y a un petit plus dans ce livre abondamment documenté, le sujet est décortiqué et traité avec sérieux et sans langue de bois.

Nous accordons donc notre (ou nos suffrages) à *La France interdite* de Laurent Obertone (éditions Ring).

## L'imposture des « valeurs de la République » enfin dénoncée

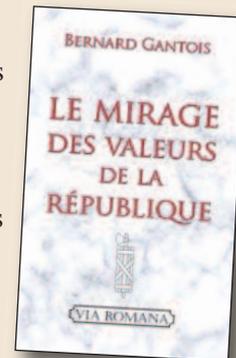
Le coup d'œil de Philippe Randa | [philippe-randa@present.fr](mailto:philippe-randa@present.fr)

COMME BEAUCOUP, Bernard Gantois se demandait quelles étaient ces « valeurs de la République » que les politiciens n'aiment rien tant qu'à opposer à la droite dite extrême... mais jamais à l'extrême gauche et encore moins à tous leurs coquins de copains : d'Alain Juppé naguère à Jérôme Cahuzac plus récemment, sans oublier les « 57 élus socialistes, maires de grandes villes, parlementaires ou présidents de conseils généraux, qui ont été mis en examen ou condamnés et qui continuent à occuper d'éminentes fonctions », dénoncés en 2017 par Jean-Noël Guérini, alors conseiller général PS des Bouches du Rhône, lui-même mis en examen à la même époque (relaxé depuis)... ni davantage les protagonistes de l'affaire Bygmalion dont l'instruction a tout de même renvoyé en correctionnelle 14 personnes, dont l'ancien président Nicolas Sarkozy.

Après avoir décortiqué sous toutes ses coutures la fameuse Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, épluché les très nombreux dictionnaires et encyclopédies censés rendre plus intelligent, étudié les libertés « de penser », « d'expression », sans oublier les « libertés secondaires » (déplacement, enseignement, etc.), ou encore la « liberté de propriété » ou « d'être soi-même », et après avoir cherché du côté de notre devise nationale « liberté, égalité, fraternité », sa conclusion est on ne peut plus lapidaire : « Les « valeurs de la république » ne sont qu'une foutaise sémantique, objet d'innombrables répétitions politiques et médiatiques afin que personne n'en demande plus le sens. Heureusement, car l'expression n'en a pas... » comme l'auteur le démontre amplement !

On s'en doutait un peu, mais c'est aussi bien d'en être persuadé et de pouvoir désormais rembarquer comme il se doit les autoproclamés donneurs de leçons grâce à ce petit brûlot de première nécessité politique.

● Bernard Gantois, *Le Mirage des valeurs de la République*, Via Romana, 236 pages, 13 euros.



## Le saint du jour † Saint Sérapion

Religieux de l'ordre de la Merci, martyr (1240) [ab-v-b@present.fr](mailto:ab-v-b@present.fr)

NÉ EN ANGLETERRE, Sérapion fut élevé à la cour du duc d'Autriche. Il vint en Espagne avec le duc pour aider le roi Alphonse VIII dans sa lutte contre les Maures. Ils arrivèrent pendant une trêve, au grand regret de Sérapion qui aurait bien voulu montrer sa vaillance. Quand le duc retourna dans son pays, Sérapion obtint de rester pour se battre. C'est alors qu'il rencontra des religieux de la Merci et qu'il comprit que, s'il n'avait pu risquer sa vie dans une bataille, il pourrait conquérir la palme du martyr en se rendant chez les infidèles pour racheter les captifs. Il entra donc au couvent de Barcelone. Plus tard, il se fit captif à Alger pour libérer les chrétiens en risque d'apostasie. Alors que Sérapion continuait à prêcher, le tyran musulman le fit attacher à deux poteaux, ses membres furent brisés, le corps tailladé. Accroché par les intestins à un treuil, on lui coupa en partie la tête pour qu'elle pende lamentablement.



PRÉSENT

5, rue d'Amboise - 75002 Paris  
Téléphone : 01.42.97.51.30



Directeur (1981-2013) : Jean Madiran (†).  
SARL PRÉSENT pour 99 ans au capital de 135 555 €,  
sise 5 rue d'Amboise, 75002 Paris.

Gérant : Françoise Pichard.  
Imprimerie Riccobono - 93120 La Courneuve.

Dépôt légal : 4e trimestre 2018.  
CPPAP : 0518 C 83178 - ISSN : 07.50.32.53.

Directeur de la publication : Françoise Pichard.  
Rédacteur en chef : Samuel Martin.  
Directeur du jour : Anne Isabeth.

## Abonnement classique

1 mois	27,50 €
abonnement illimité par prélèvement mensuel	
3 mois	95 €
6 mois	175 €
1 an	299 € + 30 € avec abo. numérique
2 ans	580 €
	+ abonnement numérique offert
2 ans, abonnement de soutien	1 200 €
	+ abonnement numérique offert

## Abonnement Parrainage

3 mois	75 €
6 mois	139 €
1 an	239 €
1 an	299 € + 30 €
	avec l'abonnement numérique
<b>Avec nom du parrain obligatoire</b>	

## Abonnement Internet

1 jour	1 €
1 mois	12 €
3 mois	35 €
6 mois	65 €
1 an	99 €

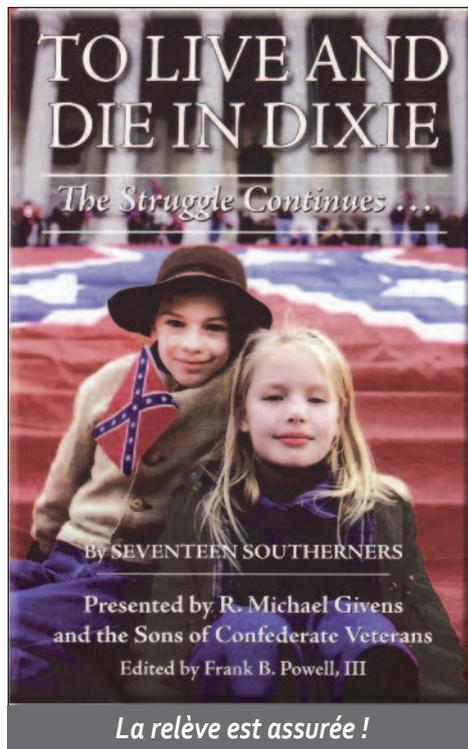
## Chroniques néo-confédérées

## Le Sud ne lâche rien

■ **Alain Sanders**  
alain.sanders@present.fr

C'ÉLAVAIT COMMENCÉ par des attaques sournoises contre le drapeau confédéré. Cela s'est poursuivi avec un matraquage anti-sudiste sur tous les médias de l'*establishment*. Cela a continué avec des campagnes haineuses pour exiger – et, dans quelques cas, là où les élus sudistes sont des collabos, obtenir – la destruction de tous les monuments érigés à la mémoire des morts confédérés et de leurs chefs les plus prestigieux.

Dans un premier temps, la communauté sudiste, comme assommée par un tel déchaînement, a peu réagi. Du coup, les ennemis du Dixieland se sont enhardis. Un peu imprudemment car les Sudistes sont passés à l'offensive : « Trop, c'est trop, il faut contre-attaquer, ne rien lâcher de notre héritage. » L'ennemi a commencé de morfler... Les drapeaux sudistes ne cessent d'être arborés et déployés en toute occasion, les campagnes contre les monuments commémoratifs marquent le pas, et les Néo-Confédérés ont repris la main : « *We take back the narrative* » (« Nous re-



prenons le contrôle du récit de notre histoire. »)

L'association *Sons of Confederate Veterans*, qui compte des milliers de membres, a lancé une campagne de recon-

quête au nom significatif : *Southern Victory Campaign* (« Campagne de la victoire sudiste ») : « Nous sommes attaqués depuis trente ans. Nous n'allons pas renverser la vapeur du jour au lendemain. Nous nous inscrivons dans la durée. Cela va prendre du temps pour reconquérir les cœurs et les esprits de Sudistes égarés par ce qu'on leur fait ingurgiter depuis des années. » Pour plus de renseignements sur cette campagne : Paul C. Gramling, Jr., 9 662 Osburn Road, Shevreport, LA 71 129, USA (cic@scv.org).

Une réappropriation qui passe aussi par le vocabulaire. Ainsi bannir le terme *Civil War* pour parler de la guerre dite de Sécession. Le terme « guerre civile » a été lancé par Lincoln, puis propagé et désormais estampillé par les ennemis des Sudistes (qui parlent, eux, de la « guerre entre les États » ou de la « guerre d'invasion »). Une *guerre civile* suppose deux camps antagonistes qui veulent chacun imposer à l'ennemi leur idéologie. Le Sud, qui n'a jamais agressé le Nord, n'a jamais voulu imposer quoique ce soit aux Yankees.

Même observation pour le terme « rebelle ». Jefferson Davis et le général Lee

n'étaient pas des rebelles, mais des résistants à l'invasion du Dixieland.

Réflexion – à méditer en ce qui concerne notre propre histoire... – d'un des responsables de la revue *Confederate Veteran*, Larry Allen McLuney, Jr. : « Le mot *compromis* est un sale petit mot qui nous éloigne tous les jours de notre héritage. Je ne crois pas aux compromis car, quand on commence à lâcher sur un point, les tenants du politiquement correct ne sont pas satisfaits pour autant. On n'en fera jamais assez. Ils ne seront pas satisfaits tant que toute l'histoire de la Confédération ne sera pas effacée et des générations de Sudistes élevés dans la haine de leurs ancêtres. »

En gestation, la mise en place d'un *website* très offensif : [makedixiegreatagain.org](http://makedixiegreatagain.org). On y trouvera des vidéos historiques, pédagogiques, ludiques, des articles, des liens utiles, des conseils, etc. Avec un mot d'ordre démarqué du *Make America Great Again* de Trump : *Make the South Great Again* (« Rendre au Sud sa grandeur »). Une manière de réactiver le classique *The South'll Rise Again* (« Le Sud relèvera la tête »), phrase qui aurait été prononcée par Lee lors de sa reddition à Appomattox.

## Plus d'ISF ? Remplacez-le par un « ISF militant »

■ **Gaëtan Chastanet**  
redaction@present.fr

L'IMPÔT SUR LA FORTUNE (ISF) s'est trouvé retranché de notre législation fiscale par la Loi de Finances. Il y a certes une survivance partielle de l'impôt sur le capital avec l'Impôt sur la fortune immobilière (IFI), mais qui ne concerne guère que les propriétaires d'appartements avenue Foch (quand ils ne bénéficient pas de l'immunité fiscale !) et ceux d'arpents de pommes de terre sur l'île de Ré... ou peu s'en faut !

L'abandon de l'ISF a deux conséquences directes, outre l'allègement des charges paperassières pesant sur les épaules des services d'assiette et de recouvrement :

– une économie substantielle pour les contribuables concernés...

– mais aussi (dégât collatéral, en quelque sorte) : un sérieux manque à gagner pour toutes les fondations habilitées, de par leur statut, à recevoir une partie des deniers en lieu et place de la Recette des Impôts.

Un mécanisme on ne peut plus légal (mais parfois méconnu) permettait en effet de distraire un prorata de l'ISF en direction d'organismes titulaires du label de fondation.

Il est louable, dans l'absolu, que l'ISF soit supprimé ; il convient cependant de relever consécutivement le fait que cela risque de tarir les ressources de bon nombre d'organismes dont le fonctionnement est, au fil des années, devenu largement tributaire du dispositif de déduction

contre reçu fiscal. Que faut-il dès lors recommander aux contribuables anciennement assujettis à l'ISF et désormais exonérés de l'impôt sur leur capital (non immobilier : titres boursiers, parts de sociétés commerciales, contrats d'assurance vie etc.) ?

Deux pistes se présentent :

– a minima, le maintien des dons aux œuvres au même niveau que les années précédentes.

– plus significativement (cette suggestion se veut révolutionnaire, nous l'allons voir), l'affectation de la totalité de leur ancienne contribution ISF au profit de toutes les structures nécessitant leur soutien, au-delà même des fondations : associations engagées, journaux bienveillants, congrégations religieuses, structures du scoutisme régulier, médias indépendants, etc.

Anciens assujettis à l'ISF, l'Etat vous permet de ne plus payer cet écot ! N'affectez pas l'économie ainsi réalisée à des fonds financiers « off-shore », aux jeux de hasard ou autres dépenses somptuaires. L'occasion vous est offerte de donner vraiment un sens totalement libre à l'impôt que vous ne payez plus... et dont les structures militantes et bienveillantes ont plus que jamais besoin.

Voici d'emblée une première orientation, puisque vous avez *Présent* entre les mains : l'association *Présent Militant* recueille vos dons... sans limite fiscale !

Plus généralement, à l'approche de la fin d'année, chacun est appelé à soutenir les œuvres, fondations et autres institutions bénévoles : le moment est venu de se souvenir de celles qui méritent le soutien le plus franc !

**Présent n'appartient qu'à ses lecteurs. Les dons lui permettent de surmonter les difficultés que connaît toute la presse et l'aident à se développer.**

**Les dons sont déductibles des impôts à hauteur de 66 % en libellant le chèque à l'ordre de :**

**PRESSE ET PLURALISME - PRÉSENT**

Un reçu fiscal vous sera adressé par cet organisme habilité.

**JE FAIS UN DON**

de 10 €, 25 €, 50 €, 100 €, 200 €, 1 000 € ou plus... Le chèque est à expédier à : *Présent* – 5, rue d'Amboise, 75002 Paris



■ Francis Bergeron  
francis-bergeron@present.fr

# La gauche dresse le bilan du quinquennat Hollande

## Un procès en trahison et en incompétence

teuse. La Fondation Jean Jaurès dresse sa petite guillotine mémorielle. Certes Hollande, c'est le « mariage » gay, cette magnifique avancée sociétale qui aboutit maintenant à ce que des enfants adoptés ou fruits de la GPA ou autre, qui n'avaient rien demandé, se retrouvent avec deux papas ou deux mamans. Ce qui nous fait le plus horreur de ce quinquennat est le seul point qui soit mis au crédit de Hollande par cette fondation.

Pour le reste, rien ne trouve grâce aux yeux de ces « sages », qui notent d'abord que le PS, lors de son arrivée au pouvoir, n'était pas préparé à cet exercice, et que sur l'islam, sur l'Europe, sur la situation économique réelle, aucune réflexion n'avait été menée en amont. Aucune vision n'existait. Le rapport parle même de « faiblesse intellectuelle du PS », ce parti que l'on nous présentait comme un parti de gouvernement, le mieux profilé de tous pour exercer le pouvoir.

Sur le plan économique, les six premiers mois du quinquennat ont révélé au monde, et d'abord aux Français, que Hollande n'avait pas mesuré l'ampleur

de la crise, qu'il croyait à une résorption naturelle du chômage et à un redressement économique tout aussi naturel. Après la pluie, le beau temps, en quelque sorte. Mais la pluie a duré cinq ans, et rien ou presque n'a été fait pour surmonter la crise de 2008, ce qui explique pourquoi, aujourd'hui encore, la France constitue une exception, en Europe, par son taux de chômage et par les maigres retombées des six années de reprise mondiale que nous venons de vivre.

### « Pratique chaotique du pouvoir »

Hollande avait prédit la baisse du chômage à la fin de l'année 2012, puis il annonça cette baisse en un an, soit à mi-2013, et enfin, chaque année, pour l'année suivante. On connaît la suite et la fin : une équation budgétaire impossible, et la nécessité de procéder à des augmentations d'impôts à tous les niveaux, jusqu'à la révolte des « bonnets rouges », qui a révélé la perte définitive de confiance dans ce gouvernement et le

fossé entre le peuple et ceux censés en être les plus fidèles représentants.

L'étrillage de la fondation Jaurès à l'égard de l'équipe Hollande ne s'arrête pas là. Elle pose en effet le diagnostic d'une politique gouvernementale sans aucune cohérence, sans vision à moyen ou long terme, « une pratique chaotique du pouvoir », dont Hollande aura été le vrai responsable, par « défaut d'autorité ».

Néanmoins, la fondation Jaurès ne préconise pas une punition de Hollande, à la façon dont procédaient les grands ancêtres. Sa punition, c'est ce rapport, qui le classe désormais, et à jamais, parmi les incompetents, alors que la gauche a toujours trouvé des qualités ou des circonstances atténuantes à nombre de ses grands incapables, français ou étrangers : les Léon Blum, Allende et autres, et même à ses plus grands criminels.

Vu de droite, Hollande a néanmoins une réussite à son actif : il a liquidé le PS, en laissant les frondeurs et autres scissionnistes mélenchonistes prendre le pouvoir médiatique. Mais il n'est pas certain non plus qu'il l'ait fait exprès.

**C'**EST COMME CELA depuis toujours : une fois constaté l'échec économique de ses solutions, une fois enregistrée l'impopularité de sa politique, la gauche règle leur compte à ceux qui ont incarné cette politique. Sous la révolution, c'était la guillotine. Sous Staline, c'était la liquidation des « sociaux-traîtres ». Les méthodes d'aujourd'hui sont plus feutrées. Mais il y a toujours un procès en trahison.

Le quinquennat Hollande ne saurait échapper à la règle, d'autant que cette période a été tout spécialement calami-

# Le Secours catholique s'inquiète de la précarité des seniors

■ Arnaud Raffard de Brienne  
raffard-brienne@present.fr

**D**ANS SON RAPPORT ANNUEL portant sur l'année 2017 qui vient d'être publié, le Secours catholique souligne, pour s'en inquiéter, la paupérisation croissante des seniors dont témoignent ses statistiques d'accueil. Parmi les 8,8 millions de personnes vivant en France en dessous du seuil officiel de pauvreté, soit 1 026 euros par mois pour une personne seule, la part relative des plus de 50 ans ne cesse d'augmenter, et le revenu médian des bénéficiaires du Secours catholique ne s'élève, si l'on peut dire, qu'à 540 euros mensuels.

Les entreprises rechignant à embaucher les candidats quadragénaires et plus encore quinquagénaires, la route est encore longue pour le salarié de 50 ans perdant son emploi et dont l'horizon de la retraite ne cesse de reculer au gré des réformes successives de ses règles d'attribution. Travailler de plus en plus longtemps pour répondre aux exigences arithmétiques d'une démographie décli-



nante, d'accord, mais où, dans quelles entreprises ? Le taux d'emploi des 60 à 64 ans, en forte progression ces dernières années, plafonnait cependant l'an dernier à 29,2 % (23,8% en 2007).

Cette embellie relative ne peut occulter le fait que, sur 100 personnes de 60 à 64 ans, 70 ne sont plus en situation d'emploi et percevront par conséquent des retraites plus ou moins sérieusement amputées, voire le minimum vieillesse. Pour la tranche plus large des 50 à 64 ans, le taux d'emploi de la population active n'est que de 61 %.

A ces chiffres déjà peu engageants s'ajoute – facteur aggravant –, l'augmentation de la précarité et de la pauvreté liées à la forme contractuelle utilisée et au temps partiel subi ou consenti. Si la part des emplois à durée limitée demeure moins importante pour les salariés seniors (7,6% pour les 50-64 ans contre 13,1 % pour les 25-49 ans), elle n'en augmente pas moins régulièrement au fil des années, à mesure de la flexibilité exigée par les entreprises soumises elles-mêmes aux dures lois du libre-échange. Quant au temps de travail, en France métropolitaine et pour l'année 2017, 20,6 % des 50-64 ans travaillaient à temps partiel, chiffre qui monte à 30,7 % des 60-64 ans, contre 16 % des 25-49 ans. Les analyses et discours dénonçant à juste titre les effets néfastes de la précarisation des jeunes devraient aussi préciser que c'est la population active tout entière qui se précarise et s'appauvrit, tout particulièrement les salariés les plus âgés.

### Le Secours catholique constate un changement de population

En 2017, le Secours catholique a accueilli 1,4 million de personnes dont le tiers au moins de quinquagénaires, alors que le ratio n'était que d'un quart en 2010.

Si l'association n'ose évidemment utiliser l'expression « grand remplacement », elle n'en admet pas moins cette réalité lorsqu'elle constate le changement de population bénéficiaire, une « population française plus féminine vieillissante » cédant le pas à une « population étrangère plus masculine et plus jeune ». Même si l'association s'en défendait, peut-on décrire plus simplement et plus sobrement les effets palpables d'un remplacement de population que d'aucuns s'entêtent à nier contre toute évidence ?

# Prélèvement à la source : une bonne affaire pour l'État

■ **Arnaud Raffard de Brienne**  
raffard-brienne@present.fr

**L**E PRÉLÈVEMENT de l'impôt à la source qui entrera en vigueur le 1er janvier 2019 modifiera en profondeur le mode de recouvrement dont la responsabilité reviendra aux entreprises. Il s'agit donc d'un transfert de charges du secteur public vers le secteur privé dont les entreprises se trouvent contraintes d'absorber des tâches supplémentaires qui, jusqu'à ce jour, ont toujours incombé aux services de l'État et plus précisément à ceux de Bercy. Ce sont, selon des estimations forcément controversées, entre 10 000 et 20 000 emplois qui pourraient être supprimés par des départs en retraite non remplacés mais aussi un ou plusieurs plans de départ volontaire (PDV). Loin de ne constituer qu'un effet collatéral, il s'agit sans doute de la motivation principale d'un tel bouleversement, parfaitement en phase avec la volonté déclarée du gouvernement de supprimer environ 50 000 postes de fonctionnaires.

Notons au passage, pour tous ceux qui n'ont que les termes républicain et républicain à la bouche sinon à l'esprit, que cette nouvelle organisation de la collecte de l'impôt contrevient à l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen stipulant que « tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée ». Si cette entorse à la sacro-sainte déclaration ne semble guère émouvoir grand monde, ne serait-ce pas parce que la mesure profitera de manière sonnante et trébuchante à l'État ?

## 700 millions d'euros de collecte supplémentaire

En effet, outre l'économie d'une à deux dizaines de milliers d'emplois dans les services publics, ce qui n'est pas rien, Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics, compte, avant même toute augmentation d'im-

pôt à venir, sur un supplément de collecte d'environ 700 millions d'euros grâce à un recouvrement nettement plus pointilleux qui éviterait, affirme-t-il, toute possibilité de fraude. Sans parler des 2,5 % des Français qui négligent de remplir leur déclaration annuelle et auxquels le prélèvement viendrait rafraîchir la mémoire en même temps qu'alléger leur compte en banque.

Pour le contribuable, le prélèvement à la source ne présente, semble-t-il, que des désavantages. Aucun moyen d'anticiper la charge que représente son impôt, complication en cas de litige pour récupérer son dû, disparition du foyer fiscal au profit d'une individualisation totale de l'impôt, des augmentations sournoises d'impôt plus aisées, etc.

De plus, il ne sera pas pour autant exempté du pensum annuel et devra malgré tout continuer de remplir chaque année sa déclaration d'impôt sur le revenu. Pour l'entreprise, outre les moyens humains supplémentaires à prévoir, elle endossera le rôle ingrat de percepteur et devra assumer la remise aux salariés de salaires lourdement amputés.

■ **Francis Bergeron**  
francis-bergeron@present.fr

# Economie du livre : une triple concentration

**L**E LIVRE SE PORTE-T-IL BIEN ? Se porte-t-il mal ? Ce qui est certain, c'est que ce secteur d'activité connaît une forte concentration, sur le plan économique. Question de survie ? Pas seulement.

Cette concentration n'est pas une nouveauté. Derrière la multitude de noms d'éditeurs se cachent désormais quelques groupes, propriétaires de nombreuses maisons.

- Editis, qui possède 10/18, Nathan, Le Robert, Cherche Midi, etc. ;
- Hachette, avec Grasset, Fayard, Livre de poche, Stock etc. ;
- Madrigal, propriétaire de Gallimard, Denoël, La Table ronde, P.O.L., Flammarion, J'ai lu, Casterman, etc. ;
- La Martinière avec Le Seuil, notamment ;
- Média participations propriétaire des principaux éditeurs de BD.

Mais une concentration s'opère parallèlement au niveau des librairies. Il n'existe plus que 3 000 libraires indépendants en France. Le groupe Furet du Nord est en train d'acquérir le réseau des onze librairies Décitre, essentiellement implantées en région lyonnaise. Le Furet du Nord, marchand de livres (et autres produits de papeterie) en pleine croissance, est sur le point de doubler de taille, mais cette croissance s'opère essentiellement par rachat de concurrents en difficulté ou en faillite. Le Furet du Nord cherche aussi à s'implanter dans de nouveaux centres commerciaux en périphérie de grandes villes, on l'a vu à Arcueil, au centre commercial de la Vache

noire. Mais l'expérience est-elle concluante ? D'autant que les ouvertures de grandes surfaces se raréfient, et que dans les villes et agglomérations moyennes, les Cultura sont déjà en place. Qui plus est, le secteur du livre connaît chaque année un tassement de ses volumes de vente de l'ordre de 2 %, ce qui affecte d'abord les livres techniques : dictionnaires, encyclopédies, etc., ouvrages directement concurrencés par internet, en fait.

Devant une telle situation, la planche de salut, c'est la centralisation parallèle des achats, et l'uniformisation des agencements d'un site à l'autre ; les recettes baissent ? Baissez les charges. Dans ces magasins, trouver un vendeur relève souvent de la performance, comme d'ailleurs dans la plupart des grandes surfaces.

## Il ne s'agit plus d'écrivains...

La concentration s'opère aussi sur les titres. Il est de plus en plus rare de trouver un auteur vivant de sa plume, car chaque année, dans un marché en recul global, le nombre moyen de livres vendus par titre diminue. Mais une moyenne ne veut rien dire. Ce que l'on constate, c'est que les nouvelles formes d'impression permettent la réalisation de tirages minuscules, l'autoédition. A un bout de l'édition, on

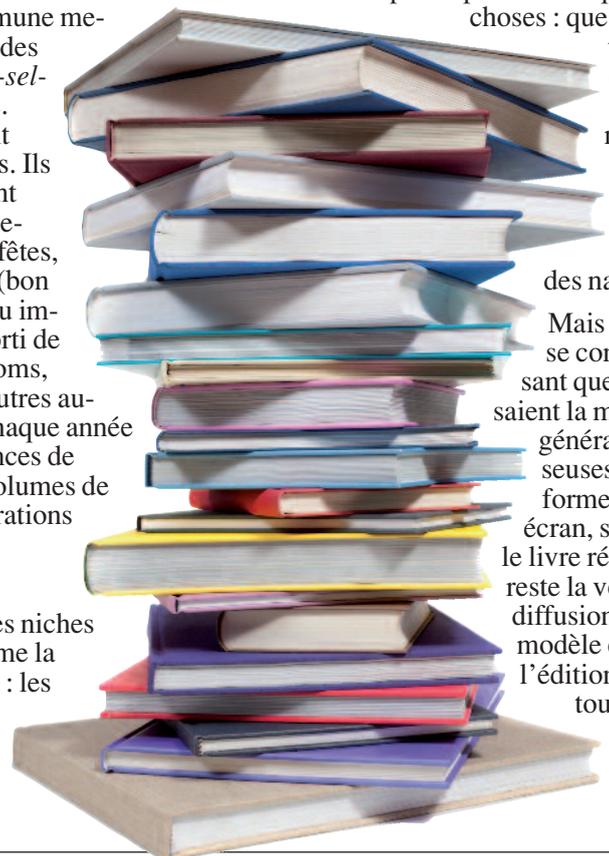
trouve donc des livres édités ou réédités dans des quantités modestes, tandis qu'à l'autre bout, un nombre toujours plus réduit de livres atteint les très gros tirages. C'est là que l'on peut parler de concentration. Prenons un Douglas Kennedy, une Nothomb, un Musso, une Pancol, un Lévy : leur fortune est colossale, sans commune mesure avec celle des auteurs de *best-sellers* d'autrefois. Mais il ne s'agit plus d'écrivains. Ils écrivent (ou font écrire), généralement avant les fêtes, un livre par an (bon ou mauvais, peu importe) ; mais sorti de ces quelques noms, les milliers d'autres auteurs publiés chaque année ont peu de chances de connaître les volumes de vente des générations précédentes.

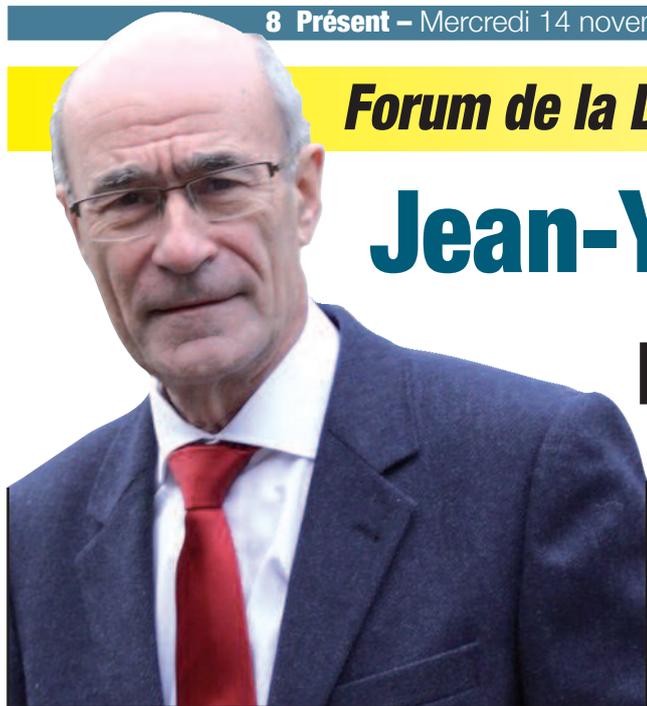
Ce phénomène frappe même les niches prospères comme la bande dessinée : les ventes se concentrent chaque année sur le nouveau

Lucky Luke, le nouveau Blake et Mortimer, le nouvel Astérix, le nouveau Largo Winch. Pourtant, alors qu'il y a vingt ans se publiaient 500 BD sur une année, il s'en édite dix fois plus aujourd'hui. Avec la même focalisation sur quelques titres, et des ventes globales qui n'ont pas été multipliées par dix. Ce qui signifie deux choses : que les stocks d'in-

vendus sont énormes, et que les « auteurs du milieu » sont en voie de disparition. Derrière les géants, il n'y a plus que des nains.

Mais il est possible de se consoler en se disant que ceux qui prédisaient la mort du livre, par généralisation des liseuses et autres formes de lecture sur écran, se sont trompés : le livre résiste, le papier reste la voie naturelle de diffusion d'un livre. Le modèle économique de l'édition reste, malgré tout, moins chahuté que celui du journal ou celui de la musique.





■ Propos recueillis par **Caroline Parmentier**  
caroline.parmentier@present.fr

**Forum de la Dissidence, le 17 novembre**

# Jean-Yves Le Gallou : « Venez revêtus de votre gilet jaune ! »



— En 2018, sous le gouvernement Macron, la censure a atteint des niveaux sans précédent. Eric Zemmour, Michel Onfray ou Frédéric Taddei en ont été victimes. Mais aussi TV Libertés, Riposte Laïque ou Génération Identitaire.

— La montée de la censure est la preuve que les tenants du système ne sont plus en mesure d'affronter la réalité. Il leur faut à la fois cacher les faits qui les gênent et interdire toute contestation de leur propagande. S'ils refusent un débat loyal c'est parce qu'ils savent qu'ils le perdraient. Qu'on le veuille ou non, la censure est à la fois un abus de force et un aveu de faiblesse. Comme le dit notre invité Charles de Meyer : « La censure organisée en principe organisateur du débat marque toujours le crépuscule d'un pouvoir. »

**Il sera tentant de bloquer les accès du CSA ou de France Télévision tout près de notre réunion...**

— Avons-nous les armes pour lutter ?

— Les armes pour lutter ? Elles sont nombreuses ! Les médias alternatifs, les réseaux sociaux alternatifs, l'humour, l'imagination. Les censures finissent toujours par être contournées.

— Qui sont les dissidents en France aujourd'hui ?

— Tous ceux qui sont politiquement incorrects, qui refusent le Grand Remplacement, l'idéologie « antiraciste », l'islamisation et l'africanisation. Tous ceux qui sont socialement incorrects, qui refusent la banalisation de l'avortement, le « mariage homosexuel », la « PMA pour toutes » et la GPA. Tous ceux qui refusent la théorie du genre et l'« écriture inclusive ». Bref tous ceux qui refusent la déconstruction de la société et l'interruption volontaire de civilisation

(IVC). A contrario tous ceux qui respectent les différences d'origine et de culture entre les hommes, les différences de comportements et d'attitudes entre les hommes et les femmes. Tous ceux qui refusent l'artistiquement correct, qui considèrent « l'art contemporain » comme un art comptant pour rien ! Et l'« art conceptuel » comme un simple art financier, une fumisterie spéculative. A contrario tous ceux qui inscrivent leurs préférences dans la longue tradition de l'art européen de la figuration, de la représentation et de l'incarnation. Tous ceux qui refusent l'historiquement correct qui veut nous imposer une repentance infinie à propos de la Seconde Guerre mondiale, de la colonisation, de l'esclavage. Nous vivons dans l'Océania d'Orwell où on réécrit l'histoire. Regardez l'incroyable polémique à propos du maréchal Pétain : certains vont jusqu'à rêver d'une nouvelle loi mémorielle qui interdirait de faire mention de son rôle dans la bataille de Verdun et comme chef des armées françaises ! Nous sommes chez les fous. Des fous qui règnent en menaçant de mort sociale tous ceux qui leur résistent.

— On sent monter une colère populaire très forte de Français qui n'en peuvent plus d'être taxés à tous les étages et de payer pour tout et pour tous. Pourquoi maintenant et comment l'analysez-vous ?

— Macron a été élu à contre-courant et à contretemps. Partout en Europe et dans le monde occidental la droite et les populistes progressent. Et en France c'est Macron qui a été élu en 2017. Il a réussi un hold-up électoral. En fait, un coup d'Etat médiatico-judiciaire qui a éliminé les candidats (Sarkozy, Fillon) qui auraient pu le battre. Il a été présenté comme un homme neuf mais c'est surtout un Narcisse mondialiste sans aucune expérience politique. A Rome pour devenir consul il fallait avoir suivi le « cursus honorum », avoir été questeur, édile, préteur et avoir plus de 43 ans... En France aujourd'hui ce n'est pas inutile d'être conseiller municipal avant d'être député, ni député avant de devenir président de la République. La notion de « société civile » est une fumisterie : le politique a ses règles différentes de celui du monde du « business ». Etre banquier d'affaires n'apprend pas les codes politiques. Le groupe Bilderberg qui a sélectionné Macron (en 2015) et Philippe (en 2016) n'a pas eu la main heureuse : certes ils conduisent la politique que la superclasse mondiale attend d'eux mais ils le font de manière odieuse. A moins bien sûr que la vraie mission pensée pour Macron soit d'abaisser un peu plus la France. Si c'est le cas alors le succès est au rendez-vous ! Mais quelle humiliation pour les Français que de voir leur président faire le pitre dans les réunions internationales. Et le guignol devant Poutine et Trump. Reste que pour beaucoup de Français, Macron, c'est le « président des autres ». Le président des minorités ethniques, religieuses, sexuelles, le président des grands lobbys et des grands intérêts. Et en plus un président qui les méprise. Pas sûr du tout que Macron finisse son mandat ! Le prochain président – au moins par intérim et peut-être pas seulement – pourrait bien être l'actuel président du Sénat Gérard Larcher, un chasseur, issu de la France des notables et élu de la

France périphérique. Un vrai professionnel de la politique, pas un muscadin.

— Est-ce que la vague nationaliste qui touche l'Europe peut l'emporter électoralement en France ? Dans quelles conditions ?

— Il y a 20 ans la France était le seul pays – avec la Flandre – où un parti national recueillait entre 15 % et 20 % des suffrages. Aujourd'hui la vague identitaire a déferlé partout en Europe, sauf en France ! C'est navrant. Bien sûr les élections européennes devraient voir la progression de DLF et du RN. Nicolas Dupont Aignan devrait franchir la barre des 10 % et peut-être rééditer l'exploit de la liste Pasqua / Villiers de 1999 qui avait devancé la liste de la droite officielle, conduite à l'époque par Sarkozy et Madelin. NDA devant la liste de Wauquiez serait un élément important de la recomposition à droite. Le RN devrait avoisiner le score de 30 % qui fut le sien aux élections régionales de 2015



(27,73 %). Ce chiffre de 30 % était d'ailleurs celui que prédisaient les sondages à Marine Le Pen pour les présidentielles de 2017 un an avant... Un an avant que sa désastreuse campagne – centrée sur les questions monétaires et non sur la survie identitaire – ne fasse retomber le résultat du premier tour à 21 %. Quel gâchis ! NDA comme MLP seraient bien inspirés de laisser le souverainisme crispé à Philippot et Asselineau et leur laisser se partager 1 %. Et comprendre que la défense de la souveraineté et des frontières françaises est inséparable de celle des frontières de l'Europe et de sa civilisation.

— Le 17 novembre vous serez en colloque à Paris et la France dissidente sera dans la rue. Est-ce que pour le coup comme vous le reprochez au gouvernement, vous n'êtes pas vous aussi déconnecté du pays réel ?

— Nous avons choisi la date du 17 novembre pour cette journée depuis près d'un an... Ceci étant nous ne sommes pas sur Sirius. Rien n'interdit (c'est même recommandé !) de participer à un blocage le matin et de s'instruire sur les moyens de contourner la censure l'après-midi. Nous incitons d'ailleurs les participants à venir revêtus d'un gilet jaune. D'autant qu'il pourrait être tentant de bloquer les accès du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) – pardon comité de censure de l'audiovisuel – de Radio France ou de France Télévision qui sont à une portée d'arbalète du lieu de notre réunion...

Pour s'inscrire : <https://www.polemia.com>